

AHMED BOUYACOUB ET SLIMANE BEDRANI

Synthèse générale

Aux termes de ces deux journées de Colloque portant sur un sujet d'une grande actualité, à savoir « le programme d'ajustement structurel : bilan et perspectives pour l'économie algérienne », il est important de mettre en relief les principales conclusions qu'on peut en tirer avant de réaliser un bilan des travaux riches en communications et interventions. Trois groupes de conclusions peuvent être présentés. Ils concernent l'objet des travaux, des problématiques soulevées et enfin les questions méthodologiques.

1. L'OBJET DU COLLOQUE.

L'objet du colloque, comme le montrent les interventions, a été très large. Tout d'abord, il faut souligner que la rareté des colloques scientifiques en Algérie, depuis quelques années, explique à la fois l'engouement des participants et la véhémence de certaines interventions. Mais au-delà du thème, ce colloque a permis de réunir un grand nombre d'universitaires et de chercheurs et quelques responsables dans les différents secteurs économiques. Les nombreux thèmes traités peuvent être regroupés dans trois axes.

11. La nature du P.A.S

Cette question a fait l'objet de nombreuses interventions qui ont permis de discuter à la fois de la nature des programmes proposés dans des situations d'ajustement structurel et de la nature et du contenu des mesures adoptées. Les aspects théoriques n'ont pas échappé à l'analyse. Celle-ci a permis de mettre en relief les bases conceptuelles qui fondent, et souvent justifient, les programmes d'ajustement structurel. S'il paraît que l'ajustement structurel est une condition *sine qua non* pour le rétablissement des équilibres, il n'en reste pas moins insuffisant pour impliquer une véritable dynamique de croissance. La question reste posée et les expériences analysées ne permettent pas de formuler une réponse uniforme. Le PAS se présente comme un ensemble de mesures qui touchent toutes les activités économiques et sociales. Sa réussite dépend à la fois des modalités d'applications mais également de la cohérence technique et temporelle.

12. L'analyse des secteurs et de certaines activités.

Plusieurs secteurs d'activité ont été analysés :

- l'industrie
- l'agriculture
- le commerce extérieur

- le marché des capitaux
- la santé, l'éducation, l'emploi
- l'économie informelle
- les prix, la monnaie, les investissements
- la privatisation

Les analyses, concernant à la fois les secteurs mais également des activités importantes, ont mis en relief le comportement des agents économiques en situation d'ajustement structurel. La question posée de manière diversifiée concernait la nature des changements introduits par les nouveaux mécanismes économiques et les différentes modalités d'adaptation. Il ressort très clairement que malgré l'existence de structures uniformes, héritées de l'économie administrée, les secteurs se sont comportés différemment. Les résultats diffèrent donc en matière de restructuration, de comportements développés par les agents économiques et de mécanismes économiques

Les analyses présentées insistent sur l'ampleur et la complexité des transformations subies dans les différentes activités économiques.

La présentation des expériences de certains pays montre que dans ce domaine, il y a très peu d'aspects spécifiques à l'Algérie. Les résultats sont comparables en termes généraux puisque la stabilisation des économies concernées par le PAS a plus ou moins réussi dans la plupart des pays concernés. Par contre, si la libéralisation externe des économies a réussi, la relance de la croissance, elle, reste problématique, comme la diminution générale de la protection sociale.

13. La nature des effets produits.

Cet aspect a fait l'objet de nombreuses présentations et interventions. Celles-ci ont porté sur la production, les prix, les revenus, la consommation, le commerce extérieur, le marché, les entreprises et l'Etat. Mais en dehors des effets repérables sur les structures et les grands équilibres, l'analyse des effets produits, par ailleurs, pose des problèmes méthodologiques importants et leur saisie reste très difficile, en raison notamment de la faiblesse des données disponibles sur ces questions.

Il en a résulté d'importantes questions concernant la signification de ce type d'approches pour l'évaluation du programme d'ajustement structurel. Les effets à court terme sont repérables, mais qu'en est-il des effets à moyen et court termes ?

2. LES PROBLEMATIQUES SOULEVEES.

Elles sont nombreuses et constituent autant de pistes de recherche puisque les questions soulevées restent à explorer.

21. La croissance : Le constat général concerne l'inexistence de liaison entre la stabilisation macro-économique et la relance de la croissance. Les analyses mettent l'accent sur l'insuffisance du modèle implicite du PAS qui accorde la priorité aux équilibres macro-économiques et en fait une condition *sine qua non* de relance de la

croissance. Il ressort de cette analyse que les conditions de relance de la croissance ne sont pas véritablement identifiées.

22. Le financement : Toutes les analyses ont mis en relief la complexité de cette question, abordée à la fois du point de vue des circuits économiques, de la bourse, des banques, des agents économiques, mais aussi de la nature et des modalités de l'accumulation. Cette question renvoie à l'analyse du rôle du secteur public et de la capacité des entreprises publiques, même restructurées, à développer des surplus financiers susceptibles de relancer l'accumulation. Mais ce domaine ne manque pas de contradictions, car à côté d'une majorité d'entreprises publiques démunies de capacités d'autofinancement, émergent de nombreuses entreprises, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire et des matériaux de construction, qui ne savent pas quoi faire de surplus financiers relativement importants réalisés au cours de ces deux dernières années, et ce d'autant plus qu'elles sont inscrites dans la liste des entreprises privatisables !

23. La nature des dynamismes générés par l'application du PAS : les nouveaux dynamismes sont nombreux dans de multiples domaines tels que l'emploi qui connaît un rétrécissement dans les secteurs habituels, les prix pratiquement libérés, l'investissement encouragé par de nombreux mécanismes, le secteur public dont la fonction est remise en cause, les privatisations dont le processus n'a pas véritablement démarré, et une relance certaine de certains secteurs comme l'agriculture, le commerce et les services. Cependant, ces dynamismes restent fragmentaires et n'arrivent pas à donner une cohérence d'ensemble à l'économie qui n'arrive pas encore à se débarrasser des structures dominantes de l'économie administrée, dans certains secteurs, malgré les changements institutionnels qui y sont intervenus.

24. La nature de l'économie : Ces nouveaux dynamismes reposent la question de la nature de l'économie actuelle. Celle-ci concerne particulièrement les marchés émergent, le processus « réduction-croissance » de l'économie informelle mais surtout la nature du mode de fonctionnement et de régulations. Si le fonctionnement de l'économie de marché implique une régulation par le marché, la question la plus complexe concerne l'ampleur de l'intervention de l'Etat, dans le domaine économique à un moment où les marchés ne sont pas encore constitués.

25. Les comportements des agents économiques : Ces multiples transformations ont eu un impact certain sur le comportement des agents économiques qui s'adaptent mais produisent également des effets importants, parfois inattendus sur le fonctionnement d'ensemble. Des études restent à faire dans le domaine des comportements des entreprises dans les nouvelles situations. Les ménages ressentent d'autant plus durement le passage à l'économie de marché, qu'ils sont appelés dans leur grande majorité, à gérer leur pouvoir d'achat en baisse au lieu de courir derrière des produits comme en situation de pénurie dans laquelle ils ont fonctionné pendant deux décennies. Le

marché des biens et services structure-t-il la consommation des ménages, en cette période de transition ? Par ailleurs, l'Etat continue à être sollicité de toute part, y compris par ceux qui ont le plus appelé son retrait de la sphère économique, les entrepreneurs privés comme les patrons des entreprises publiques ?

Enfin, cette période de transition a vu émerger une multitude d'entrepreneurs qualifiés parfois de « nouveaux », dans de nombreux secteurs. Ont-ils des comportements différents de leurs prédécesseurs et impriment-ils à l'économie de nouvelles rationalités ?

26. Une nouvelle restructuration sociale : Les dynamismes générés par l'économie de marché ne sont pas encore entièrement analysés. Mais des indicateurs laissent apparaître d'importants phénomènes liés à la malnutrition, au mal – logement et à l'approfondissement de certaines poches de pauvreté. Face à la restructuration économique en cours une véritable restructuration sociale est en train de faire émerger de nouvelles couches sociales et de déclasser les anciens groupes sociaux créés dans la dynamique de l'économie administrée.

3. LA QUESTION METHODOLOGIQUE.

Si la science économique est entre autres « une science de la mesure » et particulièrement dans une société « sous-analysée », les travaux présentés montrent qu'il y a eu un effort important d'identification de problèmes complexes. Les tentatives d'investigations sont nombreuses pour saisir et présenter des réalités complexes. Mais la discipline souffre de deux maux principaux : le manque d'enquêtes de terrain et les difficultés d'accès à l'information. La plupart des phénomènes sont saisis de manière insuffisante et partielle et le chercheur est souvent obligé de recourir à des recoupements pas toujours heureux pour construire son raisonnement. Il en découle que la présentation de données complètes constitue actuellement un objet de recherche important dans de multiples domaines. Les insuffisances et les contradictions relevées en ce qui concerne certaines données présentées tiennent le plus souvent à la faiblesse de données et d'enquêtes publiées par les organismes spécialisés. Malgré les efforts réalisés au cours de ces dernières années, la disponibilité d'informations économiques et sociales détaillées, fiables et régulières reste le problème principal de la recherche scientifique dans le domaine des sciences sociales. Naturellement, dans ce domaine, l'effort à réaliser de la part des chercheurs eux-mêmes est encore très important en matière méthodologique. C'est à ce prix que la recherche scientifique peut se développer dans les sciences économiques.

